

**Point de presse de la porte-parole -
Décès du lieutenant-colonel Arnaud
Beltrame - Nations
unies/Déplacement de M.
Jean-Baptiste Lemoyne à New York
- République démocratique du
Congo/Renouvellement du mandat
de la MONUSCO - Syrie
(Paris, 28 mars 2018)**

Au point de presse de ce jour, la porte-parole a fait les déclarations et répondu à la question suivantes :

1 - Décès du lieutenant-colonel Arnaud Beltrame

Le ministère de l'Europe et des affaires étrangères rend hommage à la mémoire du lieutenant-colonel Arnaud Beltrame, décédé le 24 mars.

Nous saluons le courage exceptionnel de cet officier qui a donné sa vie au service de la nation.

Le lieutenant-colonel Arnaud Beltrame, qui avait rejoint en 2003 l'escadron parachutiste d'intervention de la gendarmerie nationale, avait notamment participé à des missions de protection des emprises diplomatiques françaises. Il avait assuré la direction du détachement de sécurité de l'ambassade de France à Bagdad en 2005, dans un contexte de grave insécurité. C'est dans ce cadre que le lieutenant-colonel Arnaud Beltrame avait été décoré de la croix de la valeur militaire et qu'il avait reçu la médaille d'honneur des affaires étrangères.

Le ministère de l'Europe et des affaires étrangères exprime sa profonde reconnaissance pour les services du lieutenant-colonel Arnaud Beltrame. Il salue l'engagement de l'ensemble des personnels de notre gendarmerie comme de notre police, pour assurer la sécurité de nos ambassades et de nos agents partout dans le monde.

Nous adressons nos condoléances les plus sincères à la famille du lieutenant-colonel Arnaud Beltrame, à ses proches et à ses compagnons.

2 - Nations unies - Déplacement de M. Jean-Baptiste Lemoyne à New York (28 mars 2018)

M. Jean-Baptiste Lemoyne, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères, se rend à New York le 28 mars pour participer au débat ouvert du Conseil de

sécurité sur les opérations de maintien de la paix.

Ce débat, que présidera le Premier ministre des Pays-Bas, s'inscrit dans la dynamique impulsée par le secrétaire général des Nations unies, M. Antonio Guterres, en faveur du maintien de la paix. M. Jean-Baptiste Lemoyne y rappellera le soutien de la France aux casques bleus.

La France est le cinquième contributeur au budget des opérations de maintien de la paix et y participe activement, avec 820 personnels sous casque bleu, principalement au Liban. Elle agit aussi sur le terrain en soutien aux Nations unies, en particulier avec la force Barkhane au Mali. Nous jouons un rôle actif au Conseil de sécurité pour l'élaboration des mandats des opérations et formons également de nombreux militaires et policiers, qui servent ensuite sous le drapeau des Nations unies.

À l'occasion de son déplacement, M. Jean-Baptiste Lemoyne aura des entretiens avec le ministre de la défense nationale du Canada, M. Harjit Sajjan, avec le secrétaire d'Etat britannique chargé du Commonwealth et de l'ONU, lord Ahmad of Wimbledon, ainsi qu'avec M. Jean-Pierre Lacroix, secrétaire général adjoint des Nations unies chargé des opérations de maintien de la paix. Il rencontrera également le groupe des ambassadeurs francophones et aura un échange sur le maintien de la paix avec des représentants de groupes de réflexion et d'organisations de la société civile.

3 - République démocratique du Congo - Renouvellement du mandat de la MONUSCO (New York, 27 mars 2018)

La France salue l'adoption par le Conseil de sécurité des Nations unies, le 27 mars à l'unanimité, de la résolution 2409 qui renouvelle pour un an le mandat de la mission pour la stabilisation en République démocratique du Congo (MONUSCO).

Cette mission a deux priorités : la protection des populations civiles ; et l'appui à l'organisation d'élections transparentes, crédibles et apaisées dans le respect de la constitution congolaise, prévues le 23 décembre 2018.

L'adoption à l'unanimité de la résolution 2409 marque l'unité du Conseil de sécurité sur la situation politique et sécuritaire en République démocratique du Congo. Celle-ci reste préoccupante. La France réitère donc son appel à la mise en oeuvre du mandat de protection des civils et au respect des droits de l'Homme et des libertés fondamentales. Elle rappelle la nécessité de la mise en oeuvre complète de l'accord du 31 décembre 2016, et notamment des mesures d'ouverture politique, telles que la libération des prisonniers politiques et la fin des poursuites contre les opposants.

4 - Syrie

Q - La Maison Blanche dit que la France et les Etats-Unis veulent "intensifier la coopération avec la Turquie" en Syrie. En quel sens ? Dans quel but ?

R - À l'issue de l'entretien téléphonique qui s'est tenu hier entre le président de la République et son homologue américain, il a été rappelé "que la lutte contre Daech demeure (la) priorité absolue, (que) rien ne devait détourner les efforts mis en oeuvre par la coalition internationale et ses alliés, (et que) la France et les Etats-Unis partagent la même préoccupation quant à la grave dégradation de la situation et la nécessité de concentrer toutes nos forces dans la lutte contre les terroristes islamistes"../.